

le 22 mars en Ile-et-Vilaine

FONCTIONNAIRES ET USAGERS TOUTES ET TOUS CONCERNÉ-E-S

Trop d'attente aux Urgences du CHU ? les services ont été restructurés pour diminuer le nombre des soignants, donc augmentation de la charge de travail et risque grave pour la qualité des soins !

En 2017, 7 bureaux de postes urbains ont été fermés : 6 à Rennes (Saint-Hélier, La Poterie, Coëtlogon, Hoche, Oberthur et Danton) et 1 à Saint-Malo (intra-muros).

À Saint-Malo, le collège public Surcouf -en zone d'éducation prioritaire- a été fermé à la rentrée 2017.

L'état a transféré à 27 mairies d'Ile-et-Vilaine la gestion des cartes d'identité sans leur donner des moyens supplémentaires. La ville de Mordelles a abandonné au bout de quelques mois...

À Bain-de-Bretagne, faute de moyens pour l'entretenir, la piscine municipale a définitivement fermé ses portes en janvier 2018. Un agent nouvellement embauché a été licencié...

On ferme aussi les gendarmeries. En 2015 Sens-de-Bretagne et Chatillon-en-Vendelais, en 2016 Saint-Aubin-d'Aubigné. Perte de l'accueil du public de proximité, temps d'intervention allongés, moins de protection pour les habitants en milieu rural.

Sept trésoreries fermées en deux ans : La Guerche-de-Bretagne, Louvigné-du-Désert, Cancale, Saint-Méen-le-Gd, Chateauneuf, CHGR, Janzé...

Dans les EHPAD, les personnels se sont mobilisés massivement en Ile-et-Vilaine le 30 janvier pour réclamer les moyens de s'occuper dignement des personnes âgées.

Au centre hospitalier Guillaume Régnier, on a tellement réduit le nombre de lits qu'il arrive qu'on soit obligé de demander à des patients de changer de chambre en pleine nuit...

Dans les services vétérinaires, 600 emplois supprimés de 2003 à 2007 dont la moitié des contrôleurs. Et on s'étonne des affaires telles que le scandale Lactalis ?

Au CHU à Rennes pour cause de restrictions budgétaires : baisse des effectifs de remplacement, donc sous-effectifs dans les services de soin et rappel au domicile des agents en congés...

À l'hôpital de Saint-Méen-le-Grand, faute de moyens pour l'entretenir, la blanchisserie a été purement et simplement fermée en 2017. Le linge voyage quotidiennement jusqu'à Montfort... Les contrats de plusieurs salariés contractuels n'ont pas été renouvelés.

30 emplois supprimés en moyenne chaque année aux finances publiques en Ile-et-Vilaine alors que la fraude fiscale nationale est estimée chaque année à 80 milliards d'euros.

- Selon l'INSEE, en moyenne un salarié du privé, avec toutes ses annuités, part en retraite à 62 ans avec 73,8 % de son dernier salaire... un fonctionnaire, dans les mêmes conditions, avec 72,1 %.
- Salaires nets mensuels moyens (2016) : secteur privé : 2250€, fonction publique hospitalière : 2186€, fonction publique d'état : 2469€, fonction publique territoriale : 1851€
- Au nom de l'équité, 100 % des fonctionnaires sont soumis aux jours de carence en cas de maladie, alignés sur 34 % des salariés du privé. (Selon l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé, 66% des salariés du privé bénéficient d'une prise en charge du délai de carence par leur prévoyance entreprise.)
- Gelé depuis des années, le point d'indice fonction publique a perdu 15 % de pouvoir d'achat depuis 2000.
- En janvier 2018, en raison du gel du point d'indice, de l'augmentation des cotisations retraite et du gel des mesures décidées par le gouvernement précédent (PPCR), le salaire net de tous les fonctionnaires a baissé.

Comité action publique 2022 danger pour les services publics et les citoyens!

Depuis plus de 10 ans des orientations visant la soi-disant modernisation de l'administration se succèdent. L'objectif officiel est toujours le même : améliorer le service public. Le résultat ne varie pas : le recul des services publics et l'inégalité de traitement des citoyens selon leurs revenus ou leur lieu de résidence.

Le « comité action publique 2022 » (CAP22) a pour consigne de réfléchir à toutes les éventualités et **le gouvernement lui demande d'étudier officiellement les abandons de mission ou les transferts vers le secteur privé**. Sur ce dernier point, les travaux de CAP22 ne seront pas désintéressés. Le comité est en effet présidé par trois personnes : un industriel de l'armement, une haute responsable d'un promoteur immobilier et le directeur de Sciences-Po, ancien responsable d'une chaîne de télévision. C'est donc le secteur privé, premier intéressé par ce que peut rapporter une privatisation des services publics, qui est appelé à juger. Il est évident que l'intérêt social, humain, économique, des services publics et des agents publics pour les citoyens, ne sera pas la priorité des réformes.

Ce qui nous attend avec CAP22, c'est un grave recul du service public et, pour les usagers, l'obligation de payer à des entreprises ce qui était fait gratuitement par les fonctionnaires. Alors que le but affiché est de diminuer le budget de l'État de 3%, le résultat sera un transfert du coût du service public de la collectivité vers l'usager. Les plus défavorisés seront donc à coup sûr les premiers et principaux perdants de ces réformes.

Et au passage, 120 000 emplois auront été détruits...

Avec la CGT, pour le service public en Ile-et-Vilaine

Pour la CGT, il faut préserver et développer le service public et l'emploi public.

En Ile-et-Vilaine, la CGT mène des luttes pour défendre et reconquérir les services publics, pour les citoyens et les territoires.

Quelques exemples :

- À Saint-Malo, la CGT milite pour la redynamisation du port, en portant un projet de relance de ses activités industrielles et commerciales, pour le développement d'emplois durables et de l'activité économique du pays malouin.

- À Fougères, en lien avec un collectif de citoyens et d'associations, la CGT se bat pour faire revenir le train. Déjà, le maintien de l'agence SNCF a été obtenu par la lutte. Le conseil régional a accepté d'étudier la faisabilité du projet de la ligne Rennes Fougères.

- Par la lutte également, des fermetures de bureaux de poste ont été repoussées, à Fougères et Rennes Rapatel.

Les reculs ne sont pas inéluctables !

Les fonctionnaires ne seront pas en grève le 22 mars 2018 pour préserver de soi-disant privilèges.

Ils seront en lutte contre les reculs, pour les emplois et pour la défense et la reconquête d'un service public de proximité et qualité, accessible et disponible pour les tous les usagers sans conditions de ressources.

Ils seront en grève le 22 mars 2018 parce que le service public n'est pas un coût mais une richesse !

A quoi servent les fonctionnaires ?



Le service public n'existe que si les fonctionnaires le font vivre.

22 mars 2018 grève et manifestation pour la défense des services publics

À Rennes : 10h30, esplanade Charles de Gaulle - À Saint-Malo : 10h30, Médiathèque
À Redon : 17h30, sous-préfecture - À Fougères : 17h30, pl. Aristide Briand